



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°150 DU 26 MARS 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

DE NOUVELLES
ANNONCES DE
FINANCEMENTS
POUR LES
INVESTISSEMENTS
CLIMATIQUES AU
SAHEL

MAURITANIE :
3EME REVUE DU
PROGRAMME
AVEC LE FMI

ZIMBABWE :
L'INFLATION
CONTINUE DE
CROITRE EN
JANVIER

COTE D'IVOIRE :
INSTITUTION DE
L'IDENTIFIANT
UNIQUE DU
FONCIER DE COTE
D'IVOIRE (IDUFCI)

AFRIQUE DU SUD :
STANDARD &
POOR'S A REVU A
LA HAUSSE SES
PERSPECTIVES SUR
ESKOM

SOUDAN :
SUSPENSION DU
PROJET DU NOUVEL
AEROPORT DE
KHARTOUM

SAO TOME-ET-
PRINCIPE :
RETOUR DE LA
SOCIETE TOTAL
SUR L'ARCHIPEL

NIGERIA : HAUSSE
DE 14% DU
NOMBRE
D'ABONNEMENTS
INTERNET EN 2018

KENYA : SIGNATURE
DE CONTRATS POUR UN
MONTANT DE 3,3 MDS
USD EN MARGE DE LA
VISITE DU PRESIDENT
MACRON AU KENYA



ACTUALITE REGIONALE

▼ CEMAC : la conférence des chefs d'Etat de la CEMAC se tiendra le 24 mars 2019 à Ndjamena

Convoquée par le Président tchadien Idriss Deby Itno, la conférence sera axée sur trois points essentiels. Tout d'abord, l'avancement de l'application des résolutions relatives à la relance des économies de la CEMAC, prises lors de la dernière conférence en octobre 2018. Ensuite, l'avancement du programme des réformes institutionnelles de la CEMAC. Enfin, le problème du financement de la Communauté par le recouvrement de la taxe communautaire d'intégration.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Le FIDA lance une campagne en faveur de l'égalité hommes-femmes

Le Fond international de développement agricole (FIDA) a lancé sa campagne « *Real Groundbreakers* » le 7 mars 2019. Cette campagne de sensibilisation, autour des inégalités hommes-femmes dans le monde rural, a pour but d'encourager les investissements en faveur des femmes afin de développer l'économie rurale. Pour rappel, dans les Etats de la CEDEAO, les femmes représentent 50 % de la main d'œuvre agricole, mais ne possèdent que 15 % du foncier et n'ont accès qu'à 5 % des ressources produites.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ De nouvelles annonces de financements pour les investissements climatiques au Sahel

Une table ronde sur le financement du Plan d'investissements climatiques pour la région Sahel (PIC-RS 2018-2030) et le Programme prioritaire pour les investissements climatiques au Sahel (PPCI 2020-2030), s'est tenue fin février 2019 à Niamey. Les bailleurs de fonds ont exprimé leur adhésion à l'initiative en annonçant des contributions de 3,4 Mds USD pour le financement du PPCI (contre un besoin initial de 1,3 Md USD). Les contributions annoncées sont : la Banque Mondiale (1,5 Md USD), l'UE (750 M EUR), la France (250 M EUR), la BAfD (1,3 Md USD), le FIDA (200 M USD) et la Coopération Suisse (75 M USD). Les Etats membres se sont engagés à contribuer à hauteur de 10% du financement du PPCI sous forme de contrepartie.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Sao Tome-et-Principe : présentation du budget 2019

Le Premier ministre a présenté le projet de loi de finances à l'Assemblée nationale début mars. Le budget, fixé à 150 M USD, reste constant. 10 % du budget devrait être alimenté par les recettes propres du pays et 90 % par des aides bilatérales et multilatérales. Le budget donne la priorité au développement des infrastructures (35 M USD), à la santé (24 M USD), à l'éducation (22,5 M USD) et à l'agriculture et la pêche (18 M USD). Ce projet de budget s'est basé sur une projection de croissance de 5 %, tandis que le FMI a présenté une prévision de croissance à 4,5 %.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : exécution 2018 du budget et de la trésorerie de l'Etat

Le Conseil des ministres du 6 mars 2019 a adopté le rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat pour l'exercice 2018. Au 31 décembre 2018, le budget a été exécuté à hauteur de 1 761 Mds FCFA (2 684 M EUR) en recettes et de 2 074 Mds FCFA (3 162 M EUR) en dépenses, représentant des taux d'exécution respectifs de 98% et de 94,6% pour les recettes et les dépenses (contre 87,9 % et 92 % en 2017). Au titre de la gestion de la trésorerie, 2 052 Mds FCFA (3 128 M EUR) ont été encaissés sur l'ensemble du réseau du Trésor public contre 1 723,5 Mds FCFA (2 627 M EUR) au 31 décembre 2017 (+19 % en g.a.).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : croissance du secteur des services en 2018

Selon l'Institut national des statistiques, le taux de variation annuel du chiffre d'affaires du secteur est de 5,3 %, en hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2017, le taux d'emploi est en hausse de 1,1 % et l'indice de rémunération brute a augmenté de 3,5 % sur la période. Les secteurs de la vente en gros, de la réparation de véhicules et motocycles, du logement et de la restauration ont apporté des contributions significatives à l'indice global, respectivement de 4,7 et 1,3 point de pourcentage, en hausse de 8,0 % et 7,7 %.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : nouveau programme avec le FMI

Une mission du FMI, qui s'est rendue à Banjul du 25 février au 8 mars, est parvenue à un accord avec les autorités gambiennes pour la mise en place en cours d'année d'un nouveau programme FMI. Les services du FMI ont félicité les autorités pour leur engagement à renforcer les performances budgétaires et consolider les récents progrès sur le plan macroéconomique. Le taux de croissance pour 2018 est estimé à 6,6 %, après 4,6 % en 2017. Cependant, l'exécution budgétaire en 2018 a souffert d'un dérapage des dépenses dans divers domaines et des pressions fiscales exercées par les entreprises publiques, qui ont contribué à creuser le déficit budgétaire à 6,6 % du PIB. Le nouveau programme envisagé devrait entre autres permettre de redresser cette situation.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : création d'un fonds d'infrastructures par le gouvernement

Le gouvernement gambien souhaite créer une institution indépendante appelée *Gambia infrastructure fund* (GIF), qui sera en charge de la planification et du financement des projets d'infrastructures stratégiques. Cette entité sera composée (i) d'un fonds fiduciaire pour les infrastructures qui sera alimenté par des particuliers (nationaux ou étrangers), des investisseurs institutionnels et des fonds d'investissement, (ii) d'une fonction de planification qui établira le plan directeur et coordonnera la construction, l'exploitation et la maintenance des infrastructures via des PPP, et (iii) d'une fonction de conformité, en charge du suivi institutionnel et réglementaire des activités du fonds.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : lancement d'un atelier de consultation national sur le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023).

Le CREDD, cohérent avec les agendas des Nations unies (2030) et de l'Union africaine (2063), s'articule principalement autour de cinq axes : (i) la gouvernance et les réformes politiques/institutionnelles ; (ii) la promotion d'une croissance inclusive ; (iii) le développement du capital et de l'inclusion sociale ; (iv) l'environnement ; (v) la coopération internationale. Cette initiative résulte d'un processus participatif et consultatif avec l'implication de l'ensemble des parties prenantes : administration, collectivités territoriales, société civile, secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : 3^{ème} revue du programme avec le FMI

Les services du FMI, en mission à Nouakchott du 27 février au 13 mars, sont parvenus à un accord avec les autorités mauritaniennes sur la 3^{ème} revue du programme. La mission a relevé une orientation du cadre macroéconomique, avec une croissance qui a accéléré en 2018 (3,6 %), une inflation maîtrisée à 3,1 %, un léger surplus budgétaire, une dette publique qui a été réduite à 69 % du PIB (contre 72 % en 2017). Les réserves internationales de la banque centrale ont atteint 919 M USD (5 mois d'importations non-extractives). La mission note cependant un creusement du déficit courant, à 11 % du PIB. Les perspectives économiques restent bonnes, avec une croissance économique qui pourrait dépasser les 6 % en 2019.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : La production manufacturière continue de stagner en janvier

En janvier, et pour le deuxième mois consécutif, la production manufacturière est restée stable par rapport à la même période l'an passé (progression de 0,3 % après 0 % en décembre). Les mauvais résultats du secteur sidérurgique (-3,2 % et contribution négative de 0,7 point de pourcentage) ont été compensés par les bonnes performances du secteur agroalimentaire (augmentation de 2,9 % et contribution de 0,8 pp) et du secteur pétrolier (+0,9 % et contribution de 0,2 pp).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : nouvelle diminution de la production minière au mois de janvier**

Exception faite de la stagnation observée au mois d'octobre (progression de 0,2 % sur un an), la production minière se contracte depuis juillet 2018. Comme le mois précédent, la baisse observée en janvier (-3,3 % sur un an) est attribuable aux mauvais résultats de la production de fer (-28 %, soit une contribution négative de 4,3 points de pourcentage), d'or (-23 %) et de diamants (-37 %). Le secteur des métaux platine a contrebalancé ces mauvais résultats avec une contribution positive de 5 points de pourcentage.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : publication du rapport mensuel sur les échanges commerciaux**

L'agence nationale de statistique a publié son rapport mensuel relatif aux échanges commerciaux pour le mois de décembre. Sur le dernier mois de l'année 2018, le Botswana a enregistré un excédent commercial de 500 M BWP (40 M EUR), après un déficit révisé à la baisse de 2,7 Mds BWP à 1,2 Md BWP (environ 100 M EUR) en novembre. Ces bonnes performances résultent de la conjonction d'une baisse des importations, notamment de diamants (-87 % à 360 M BWP) et d'une augmentation des exportations (+57 % à 6 Mds BWP). En cumulé, sur l'ensemble de l'année 2018, la balance commerciale affiche un excédent de 910 M BWP (75 M EUR) soit un niveau bien inférieur à celui observé en 2017 (6,1 Mds BWP) et en 2016 (13,5 Mds BWP), tendance principalement attribuable au ralentissement des exportations.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : accélération de l'inflation en janvier**

En janvier, l'inflation a ralenti à 8,8 % sur un an après 9,9 % le mois précédent, soit le deuxième mois consécutif de baisse. Les catégories qui ont enregistré les augmentations les plus importantes sont celles du secteur alimentaire (+11 % sur un an) et du transport (+14 %). En 2018, l'inflation moyenne s'est établie à 9,2 %.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : ralentissement de l'inflation en février**

En février, l'inflation a ralenti pour le troisième mois consécutif. Elle s'est établie à 4,4 % sur un an, après 4,7 % en janvier et 5,1 % en décembre. Ce ralentissement est essentiellement attribuable à la baisse des prix du poste « logement, eau et électricité ».

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : l'inflation continue de croître en janvier

Au mois de janvier, le taux d'inflation a continué à augmenter pour s'établir à un nouveau niveau record de 57 % sur un an, après 42 % en décembre dernier. Tous les postes ont enregistré une augmentation, en particulier le secteur des transports (augmentation attribuable à la forte augmentation des prix des carburants décidée par le gouvernement au début du mois de janvier – +73 % sur un mois). Par ailleurs, les autorités ont récemment publié un document (*Progress on Policy Reforms*) recensant les réformes mises en œuvre sur la période récente ainsi que les principales prévisions macroéconomiques pour l'année à venir. Le gouvernement table sur une croissance de 3,1 % en 2019 et un déficit public de 5 % du PIB (soit des chiffres similaires à ceux de la présentation du budget en novembre 2018, ce qui paraît peu crédible compte tenu des événements survenus au début de l'année).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : stabilisation de l'inflation à 11,31 % en février

L'indice des prix à la consommation, mesuré en février 2019 par le bureau nigérian des statistiques, a augmenté de 11,31 % en glissement annuel. L'inflation en janvier 2019 avait atteint 11,37 %, après 11,44 % en décembre. En comparaison, les taux d'inflation de janvier et février 2018 s'étaient établis à 15,13 % et 14,33 % respectivement, pour une moyenne des taux mensuels sur l'année de 12,15 %, soit 440 pnb de moins qu'en 2017. Pour rappel, la politique monétaire de la Banque centrale du Nigéria reste inchangée depuis juillet 2016, avec un taux directeur à 14 %, les réserves obligatoires à 22,5 %, le ratio de liquidité à 30 % et le corridor autour du taux directeur à +200/-500 pnb, pour une cible d'inflation comprise entre 6 % et 9 %.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance du PIB pour 2019

Une mission du FMI au titre de l'article IV 2019 s'est déroulée au Libéria du 25 février au 8 mars 2019. Le communiqué de presse publié suite à sa conclusion indique que les prévisions de croissance du PIB pour 2019 ont été revues à la baisse de 4,7 % à 0,4 %. De même pour 2018, avec une croissance révisée à 1,2 % contre 3 % anticipés en octobre 2018. Le pays a connu une dépréciation de sa devise de 26 % face au dollar US et une inflation de 28 % fin décembre 2018. La mission du FMI recommande entre autres d'améliorer la mobilisation des ressources internes et l'allocation des dépenses publiques, dont les deux tiers sont aujourd'hui allouées à la masse salariale et aux allocations discrétionnaires.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : maintien de l'inflation éthiopienne au-dessus des 10 %

L'indice des prix à la consommation publié par la *Central Statistics Agency* fait état d'une inflation de 10,9 % en glissement annuel au mois de février 2019, un chiffre similaire au mois de janvier. L'inflation sur les biens alimentaires s'est portée à 10,7 % et l'inflation sur les biens non-alimentaires à 11,2 %. L'habillement et les œufs et produits laitiers sont les catégories ayant connues la plus forte inflation durant cette période. Pour rappel, depuis la dévaluation de birr en octobre 2017, l'inflation a progressé de 16,9 %.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : suspension de la loi d'encadrement des taux par la justice kenyan

Dans un jugement rendu le jeudi 14 mars 2019, la *High Court* du Kenya a qualifié d'inconstitutionnelle la loi d'encadrement des taux, laissant cependant un délai d'une année au législateur pour amender le *Banking Act*. Entrée en application en septembre 2016, elle fixe un plafond pour les taux de prêt des banques commerciales, à 400 points au-dessus du taux d'intérêt directeur de la *Central Bank of Kenya* (CBK). Selon le FMI et la CBK, cette loi, outre qu'elle complique le pilotage de la politique monétaire, affecte négativement l'économie kenyane : ainsi, la croissance du crédit au secteur privé est passée de 16,0 % fin 2016 à 2,4 % fin 2018. Cette décision intervient alors que les autorités kenyanes et le FMI sont en cours de négociation pour la conclusion d'un nouvel accord de *Standby Arrangement*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Cameroun : ouverture de la 10e session du *Cameroon Business Forum* à Douala

La 10^{ème} édition du *Cameroon Business Forum* s'est tenue lundi 18 mars 2019 sous le thème : « Emergence et développement de l'investissement privé au Cameroun ». Cette édition a été présidée par Joseph Dion Ngute, Premier ministre, avec pour objectif l'amélioration du climat des affaires. En dix ans, 90 réformes ont été adoptées. Les principales portent sur la création du centre de formalités de création d'entreprises, des textes de 2016 et 2017 sur la réduction du capital social minimum d'une société à responsabilité limitée (SARL) d' 1 M FCFA à 100 000 FCFA, et la non obligation de recours à un notaire pour l'établissement des statuts de la SARL.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le dossier du site de manganèse de Tambao progresse

Le tribunal de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) a tranché dans l'affaire opposant l'Etat burkinabè à Frank Timis de la société *Pan African Minerals* (PAM). Dans sa décision, le tribunal a estimé que le non-respect du cahier des charges et les retards accumulés par la société dans l'exploitation du site ont justifié la décision de Ouagadougou de lui retirer le permis d'exploitation. Le Burkina Faso est cependant débouté de sa demande en dommages et intérêts. Pour rappel, la mine de Tambao est une des plus grandes mines de manganèse au monde (potentiel estimé à 100 millions de tonnes), située près de la frontière avec le Mali et le Niger.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement officiel du certificat d'identifiant unique pour la création d'entreprise

Mis en service dès le 4 octobre 2018, le certificat d'identifiant unique (IDU) de création d'entreprise a été officiellement lancé ce 11 mars. Le certificat d'identifiant unique (IDU) est un document qui comporte un numéro à 14 chiffres et qui marque l'effectivité de l'immatriculation des entreprises créées en ligne sur le site dédié aux investissements en Côte d'Ivoire, géré par le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI). Ainsi, les entreprises anciennement immatriculées sont invitées dans un délai d'un an à se faire établir un IDU. Au 1^{er} mars 2019, 6407 IDU ont été émis au total.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : institution de l'Identifiant unique du foncier de Côte d'Ivoire (IDUFICI)

Institué par un décret du Conseil des ministres, l'IDUFICI est un numéro d'identification fixe de 20 caractères généré dans le traitement des dossiers fonciers et attribué à toute parcelle située sur le territoire ivoirien. L'IDUFICI devient le seul référentiel foncier reconnu par les administrations intervenant dans le domaine du foncier en Côte d'Ivoire. Ainsi, les structures en charge du foncier dans chaque administration sont tenues de régulariser la désignation des parcelles antérieurement immatriculées ou non dans un délai d'un an.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : réduction des délais de passation des marchés publics

Le gouvernement ivoirien a annoncé la réduction des délais de passation des marchés publics. Ils sont ramenés à 51 jours pour les appels d'offres ouverts et à 40 jours pour les appels d'offres restreints. Pour rappel, la norme réglementaire imposait des délais de 88 jours. Cela permettrait d'accélérer la réalisation des infrastructures prévues dans le Programme social du gouvernement (PSGouv), pour un budget de 1,1 Md EUR sur la période 2019-2020. Pour mémoire, le délai moyen de passation des marchés en 2018 était de 97,3 jours (11 jours de moins qu'en 2017).

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : 13 villages portent plainte contre la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) auprès de la Société financière internationale (SFI)

Dans cette plainte, les villageois dénoncent la confiscation de leur terre, la destruction de leurs moyens de subsistance et de l'environnement local, notamment la ressource hydrique. Cette situation soulève la problématique du foncier et de la cohabitation entre les sociétés minières et les riverains. Pour éviter ce type de problème à l'avenir, le nouveau code minier prévoit d'affecter 15 % des recettes minières du pays aux collectivités locales, selon un système de péréquation. Pour mémoire, la CBG est détenue par l'Etat guinéen (49 %) et *Halco Mining Co* (51 %), qui regroupe l'Américain *Alcoa*, l'Australien *Rio Tinto* et l'Allemand *Dadco*.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : campagne de fermeture des entités de transferts de fonds illégales

La Banque centrale de Mauritanie (BCM) a mené une campagne de fermeture des institutions illégales de transferts de fonds. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts fournis pour réguler le secteur financier informel. La campagne a permis la fermeture de plus 700 points de transfert de fonds non autorisés. La BCM compte adopter prochainement une feuille de route rigoureuse pour réguler le secteur et lutter efficacement contre les délinquants financiers.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Standard & Poor's a revu à la hausse ses perspectives sur Eskom

L'agence de notation *Standard & Poor's* a réagi positivement aux annonces du budget et revu à la hausse ses perspectives sur *Eskom*, de négative à stable. En effet, en sécurisant un soutien sur trois ans, le gouvernement a réduit l'incertitude autour du déficit budgétaire mais aussi autour de l'engagement du gouvernement aux côtés d'*Eskom*.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : ouverture du capital de MTN Ouganda aux investisseurs locaux**

Lors du sommet *Africa Now* tenu à Kampala les 12 et 13 mars 2019, le PDG du groupe télécom sud-africain MTN, Rob Shuter, a annoncé l'ouverture de 20 % du capital de la filiale ougandaise à des investisseurs locaux. La part du capital détenue localement augmenterait ainsi de 4 % à 20 % d'ici fin 2019. La Caisse nationale de sécurité sociale (NSSF) est un investisseur potentiel. En marge de cette rencontre, le président du groupe MTN et le Président de la République d'Ouganda, Yoweri Museveni ont échangé sur les désaccords entre le gouvernement et l'opérateur de téléphonie mobile. En effet, le directeur belge de MTN Ouganda, ainsi que trois autres hauts cadres (français, rwandais et italien), ont été expulsés du pays en janvier et février 2019 pour des raisons de sécurité intérieure. La société est en outre accusée par le gouvernement ougandais d'avoir sous-estimé ses profits pour des raisons fiscales.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : assouplissement du cadre réglementaire relatif au secteur minier**

Le seuil minimal de capitaux tanzaniens pour une compagnie minière opérant en Tanzanie, qui avait été fixé à 51 % par une loi adoptée en 2018, a été abaissé à 20 % par un amendement de février 2019. Cet allègement pourrait être contrebalancé par de nouvelles réglementations actuellement en discussion. Le secteur minier tanzanien représente en 2017 environ 3,5 % du PIB tanzanien, soit 1,8 Md USD.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Sao Tome-et-Principe : don de la BAfD pour le projet de port en eau profonde

La Banque africaine de Développement (BAfD) a signé un accord avec le gouvernement santoméen début mars pour un don de 2 M USD en vue de la préparation du projet d'aménagement d'un port en eaux profondes à Fernao Dias, dans le nord du pays. Ce financement de la Bafd entre dans le cadre de la facilité pour la préparation des projets d'infrastructures (NEPAD-IPPF), afin de réduire l'isolement de l'archipel dans le Golfe de Guinée, qui ne bénéficie pas d'infrastructure portuaire moderne. Ce financement devrait permettre, entre autres, la réalisation d'études techniques et de structuration de type partenariat public-privé pour la réalisation d'un port commercial, de pêche et à conteneurs, multifonctionnel.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : financement koweïtien de 15,2 M EUR pour l'alimentation en eau potable

L'Etat béninois a obtenu, dans le cadre du projet de renforcement et d'extension des systèmes d'alimentation en eau potable (AEP) des villes de Boukoumbé, Covè et Zagnanando, un prêt de 5 M KWD (dinars koweïtiens), soit environ 10 Mds FCFA (15,2 M EUR). L'assemblée nationale doit désormais ratifier le financement.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la France signe deux engagements au profit de l'énergie et l'agriculture pour un montant total de 58,7 M EUR

Dans le cadre du projet d'interconnexion électrique « Dorsale Nord » qui vise l'intégration régionale des systèmes électriques des pays d'Afrique de l'Ouest, l'AFD va octroyer un prêt de 30 M EUR et gérer une subvention déléguée de 15 M EUR de l'UE pour la construction d'une ligne 330 kV de 381 km reliant la frontière nigérienne au poste de transformation de Ouagadougou-Est, d'une ligne 225 kV de 24 km pour assurer la liaison Ouagadougou-Est, Ouagadougou Sud-Est et le raccordement à la ligne Ouagadougou-Bolgatanga. Côté agriculture, une convention de 13 M EUR a été signée pour le Projet d'agriculture contractuelle et de transition écologique (PACTE).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : 142 M EUR pour un programme d'énergies vertes

Le financement de ce programme d'énergies renouvelables, qui sera mis en œuvre par la *Gambia National Water & Electric Company* (NAWEC), comprend un prêt concessionnel de 65 M EUR sur 25 ans de la Banque européenne d'investissement, une subvention de 41 M EUR de l'Union européenne et un soutien financier de 35,7 M EUR de la Banque Mondiale. Le projet devrait générer 20 MW d'énergie solaire, fournir 430 km de nouvelles lignes de transmission et permettre l'électrification de 1 100 écoles et centres de santé.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : lancement du Projet de l'ITC sur les mesures non-tarifaires au Niger

Ce projet est une initiative du ministère nigérien du Commerce et de la Promotion du secteur privé, en partenariat avec le gouvernement danois. Il est porté par le Centre du Commerce international (ITC), agence conjointe de l'OMC et de l'ONU. Lancé le 7 mars 2019 à Niamey, il vise à identifier les réglementations et procédures commerciales les plus contraignantes rencontrées par les PME. Il doit aussi permettre d'identifier les procédures nationales relatives au commerce qui doivent être renforcées, et de prendre également les mesures concrètes pour surmonter les obstacles commerciaux et réduire les coûts qui y sont liés. Il vise enfin à renforcer l'interaction entre les secteurs publics et privés sur ces enjeux.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : près de 60 M EUR de la Banque Mondiale pour l'accès à l'électricité

Il s'agit d'un financement additionnel de 60 M EUR, qui comprend un crédit de 48 M EUR et une subvention de 9,9 M DTS (12 M EUR). Ce projet permettra d'accroître la capacité en énergie électrique du Niger à travers trois composantes: (i) la modernisation et le renforcement des systèmes de transmission dans le réseau ouest, (ii) l'extension et (iii) le renforcement et la densification des réseaux. Pour mémoire, le taux d'accès à l'électricité au Niger se situe actuellement à 12,2 %. Le pays a pour objectif d'atteindre un taux d'électrification national d'au moins 80 % à l'horizon 2035.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Angola : la Banque Mondiale accorde un prêt d'1,5 Md USD à l'Angola

Selon une déclaration de M. Hafez Ghanem, vice-président pour l'Afrique de la Banque Mondiale, l'institution multilatérale va accorder une aide budgétaire à l'Angola sous la forme d'un prêt d'1,5 Md USD sur trois ans, destiné à soutenir les réformes du système de protection sociale et des projets d'adduction d'eau.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Northern Electricity Distribution Company (NEDCo) en passe de lever 200 M USD de financements

La NEDCo (64 % du territoire national couvert pour 10 % du volume d'électricité transporté dans le pays) mènerait une levée de fonds qui lui permettrait d'investir dans son réseau d'installations et réduire ses pertes. L'opération ferait suite à la décision du *Millenium Corporation Challenge* de suspendre le versement d'une subvention de 54 M USD pour des raisons non-communiquées. Le cabinet d'affaires mauricien *AB & Davids* (100 M USD) l'indien *Techno Electric and Engineering* (100 M USD) et *Pear River* (10 M USD) participeraient à ce tour de table, appuyé par des subventions de la Banque Mondiale (1,5 MUSD) et du Secrétariat d'Etat aux affaires économiques de la Suisse (1,5 MUSD).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : octroi d'un prêt de 20 M USD par la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA)**

Ce prêt concessionnel de 20 M USD devra permettre l'électrification de 25 741 ménages ruraux établis dans 2 districts. Les projets d'électrification rurale envisagés devraient permettre l'acquisition de matériaux et la construction d'infrastructures de distribution d'électricité afin de connecter les ménages, les entreprises et les infrastructures publiques rurales au réseau électrique national. Une fois réalisés, ces nouveaux raccordements permettront de faire passer les taux d'électrification des deux localités de 33 % à 52 %. Ce projet entre dans le cadre de la Stratégie nationale de transformation engagée par le pays et visant l'accès universel à l'énergie d'ici à 2024, alors que seulement 30 % de la population rwandaise dispose aujourd'hui d'un accès à l'électricité.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : suspension du projet du nouvel aéroport de Khartoum**

Le directeur général des aéroports du Soudan a annoncé le report pour 30 ou 40 ans de la construction d'un nouvel aéroport à Khartoum, et envisage maintenant de développer et de moderniser l'aéroport actuel. Le projet, datant de 2008, avait fait l'objet en 2013 d'un contrat de financement de 700 M USD avec la Chine. Situé à 40 km au sud-ouest de Khartoum, sa réalisation s'était heurtée à de nombreux obstacles dont celui de (i) la dette soudanaise envers la Chine, non remboursée, qui a conduit au gel de plusieurs projets financés par ce pays, et (ii) l'incapacité des sociétés chinoises impliquées sur ce projet d'ouvrir des comptes bancaires à l'étranger en raison des sanctions américaines de l'époque.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accord Tanzanie-Malawi pour le développement d'un réseau d'irrigation**

Le ministre tanzanien de l'Agriculture a annoncé le 12 mars la mise en œuvre du réseau transfrontalier d'irrigation et de production d'énergie hydroélectrique de la rivière *Songwe*, qui marque la frontière entre la Tanzanie et le Malawi. Le projet, valorisé à 829 M USD, a pour but de sécuriser l'accès aux réseaux d'irrigation pour 450 000 personnes à horizon 2025 tout en maîtrisant les risques d'inondation.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Tchad : le premier Salon Africain de l'Agriculture (SAFAGRI) s'est tenu à N'Djamena

Le SAFAGRI a eu lieu à N'Djamena du 12 au 17 mars 2019, le comité d'organisation ayant permis d'étendre l'exposition qui devait terminer initialement le 15 mars. Le chef de l'Etat burkinabé, Rock Kaboré, en présence du Président Idriss Déby Itno, a annoncé lors de la clôture du salon la réédition de celui-ci au Tchad en 2020. Le Tchad a solennellement pris la résolution d'adopter et d'institutionnaliser le SAFAGRI en un rendez-vous continental de la promotion des échanges et du développement de l'agriculture africaine.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : publication de l'Initiative « Cacao et Forêts »

La Côte d'Ivoire a publié un Plan national dans le cadre de l'initiative « Cacao et forêts » de la Fondation internationale pour le cacao qui incite à former des coalitions multipartenaires pour ne plus convertir de zones forestières en production de cacao et éliminer la production illégale de cacao dans les zones protégées. D'un montant de 190 M EUR, le plan sera mis en place sur la période 2019-2021, autour de trois grandes thématiques : (i) protection et restauration des forêts, (ii) production durable et source de revenu des producteurs, (iii) participation des communautés et inclusion sociale. Pour mémoire, l'initiative « Cacao et forêts » a été lancée à Bonn en novembre 2017 lors de la COP 23.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : augmentation des revenus d'exportations horticoles en 2018

Au Rwanda, le sous-secteur horticole a totalisé 25 M USD de recettes en 2018, soit une hausse de 19 % par rapport à l'année précédente. Ainsi, les légumes ont représenté 51,6 % du total (12,9 M USD), les fruits 31,2 % (7,8 M USD) et les recettes liées à la floriculture ont atteint 16,4 % (4,1 M USD). Parmi les principaux fruits et légumes expédiés figurent l'oignon, les petits pois, la tomate, la carotte, les champignons et l'aubergine. Le gouvernement envisage de tirer 130 M USD de l'horticulture à l'horizon 2020. La filière a pour principal débouché le continent européen et représente près de 10 % de la production agricole du pays.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : signature de prêts pour un montant de 300 M USD avec le Fonds monétaire arabe (FMA)**

Le Soudan a signé deux prêts avec le Fond Monétaire arabe, basé à Abou Dhabi. Le premier prêt, d'une valeur de 230 M USD, vise à soutenir la balance des paiements du pays, déficitaire de 4,4 Mds USD en 2018, tandis que le second de 70 M USD est destiné à l'importation de produits stratégiques. Ces prêts surviennent alors que le pays fait face à d'importantes pénuries de carburant et de blé. Le FMA a déjà octroyé 12 prêts au Soudan, d'un montant total de 653 M USD, dont 100 M USD pour le financement d'importations.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Mauritanie : signature des contrats entre *British Petroleum (BP)*, *McDermott* et *BHGE* pour le projet de gaz naturel de Grand Tortue Ahmeyim (GTA)**

Ce contrat porte sur la fourniture et la pose de conduites, ombilicaux et structures sous-marines (SURF) ainsi que des équipements pour système de production sous-marins (SPS), dans le cadre du projet de gaz naturel GTA situé à la frontière maritime du Sénégal et de la Mauritanie. Le contrat avec McDermott serait compris entre 500 M USD et 750 M USD. Pour mémoire, l'exploration, menée par l'américain *Kosmos Energy*, fait état d'une réserve d'environ 15 TCF (*trillion cubic feet*) en gaz liquéfié côté Sénégal et 10 TCF coté mauritanien. BP exploitera le gisement dès fin 2021, pour un investissement de 16 Mds USD.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la société *Malbaza Cement* sur le point d'obtenir trois permis de recherches minières**

Le Niger va octroyer à la société *Malbaza Cement Company (MCC)* trois permis de recherches minières : Afarag et Elmeki 3, à Tchirozérine dans la région d'Agadez, et Koutoutou, dans la région de Tahoua, pour la recherche de charbon et substances connexes. MCC, 1^{er} complexe industriel privé nigérien, a déjà obtenu l'accord de principe du gouvernement. La convention qui sera signée bientôt va engager MCC à investir dans les trois prochaines années un montant minimum de 2 M USD pour chacun des trois permis. MCC, qui dispose d'une capacité de production de plus de 650 000 tonnes de ciment par an, a démarré ses activités le 28 décembre 2018 dans la région de Tahoua.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Togo : Ameer Power va construire et exploiter une centrale solaire

A l'issue d'une visite présidentielle du chef de l'Etat togolais aux Emirats arabes unis, plusieurs mémorandums d'entente ont été signés, dont celui relatif au projet de centrale solaire de 30 MW, requérant un investissement de 40 M USD. L'Etat togolais et le producteur indépendant d'électricité émirati *Ameer Power* ont signé un protocole d'accord pour une mise en fonction de la centrale d'ici 2020. Pour mémoire, un prêt concessionnel de 15 M USD du fonds d'Abu Dhabi pour le développement a été récemment octroyé au Togo pour ce projet. *Ameer Power* apportera le reste du financement, soit 25 M USD. Il devrait se rembourser sur l'exploitation de la centrale, via une convention de concession et un contrat d'achat d'électricité.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la NNPC, Chevron et Dangote Fertiliser Limited signent un accord de fourniture de gaz

La Compagnie pétrolière nationale du Nigeria (NNPC) et Chevron Nigeria se sont engagés à fournir 70 millions de mètres cube de gaz par jour à l'usine d'engrais Dangote de Ibeju à Lagos, la plus grosse d'Afrique de l'Ouest. La joint-venture NNPC/Chevron est le plus gros fournisseur de gaz du marché national. Selon le groupe Dangote, l'usine devrait entrer en production cette année avec une capacité de 3 millions de tonnes par an d'urée. Pour rappel, les engrais font partie de la liste des 43 produits pour l'importation dont l'accès aux devises est interdit.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : l'expansion souterraine de la mine d'or New Liberty est à l'étude

Une étude de faisabilité publiée par le canadien *Avesoro Resources*, détenteur du projet, évalue le développement souterrain de la mine d'or de New Liberty (nord-ouest du Libéria) à 35,9 M USD. Première mine du pays, exploitée à ciel ouvert depuis son lancement en 2015, New Liberty pourrait voir sa durée de vie prolongée jusqu'en 2029 grâce à cette expansion et atteindre une production annuelle moyenne de 114 500 onces. *Avesoro Resources* est également présent au Libéria avec le projet d'exploration aurifère Ndablama (à 40 km de New Liberty) et exploite la mine d'or Youga au Burkina Faso. En 2018, la production d'or au Libéria était estimée à 228 149 onces, en progression de près de 17 % par rapport à 2017.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : projet d'installation de mini-réseaux solaires par l'entreprise britannique *Winch Energy***

Le ministère de l'Énergie et *Winch Energy* ont signé un contrat pour l'approvisionnement d'électricité à 24 localités grâce à l'installation de mini-réseaux solaires. Au total, plus de 1,2 MW devrait être installé d'ici la fin de l'année. Ce partenariat s'inscrit dans le *Rural Renewable Energy Project* de l'Etat sierra léonais, financé à hauteur de 34,5 M GBP (40,4 M EUR) par le Département du développement international britannique. Selon la Banque Mondiale, 20 % de la population du pays avait accès à l'électricité en 2016. *Winch Energy* est détenue par Winch Partners Ltd et Total Eren (filiale du groupe dédiée aux énergies renouvelables) et opère dans 5 pays d'Afrique, dont le Ghana.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Guinée : vers la création d'une société d'assurance agricole**

Cette annonce a été faite par le vice-gouverneur de la Banque centrale guinéenne lors d'une conférence-débats qu'il a organisée le 6 mars 2019. Selon lui, cette compagnie serait créée avec le concours de la Banque centrale du Nigéria et de la Banque africaine de développement. Elle devrait faciliter le partage des risques sur les financements liés aux prêts agricoles et ainsi augmenter significativement les volumes de crédits bancaires aux agriculteurs. Il a par ailleurs annoncé la création prochaine d'un bureau d'information de crédit afin de réduire les asymétries d'informations entre les banques et leurs clients.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 1,8 Md EUR de transferts rapides de crédit reçus par les établissements de crédit en 2018**

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal ont atteint la somme de 1 155,4 Mds FCFA (1,8 Md EUR) en 2018 a indiqué la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE). Cette performance constitue une hausse de 5% par rapport à 2017. Ces transferts proviennent à 69,2 % de l'Europe, suivie des pays de la CEDEAO (10,1 %), des Etats-Unis (7,6 %), viennent ensuite l'UEMOA (7,2 %) puis la CEMAC (5,1 %). Les établissements sénégalais ont effectué des transferts rapides vers l'extérieur de l'ordre de 170,5 Mds FCFA (260 M EUR) en 2018, ce qui équivaut à une baisse de 19,2 % par rapport à l'année précédente.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le plan du Gauteng pour faire face aux besoins en chirurgie

La ministre de la Santé de la province du Gauteng, Gwen Ramokgopa, vient de s'engager à surmonter les difficultés foncières pour construire l'hôpital de Soshanuve. Ce nouvel hôpital permettra notamment d'alléger la file d'attente des patients attendant leur opération à l'hôpital Dr George Mukhari. Aujourd'hui, le ministère de la Santé de la province collabore avec les groupes hospitaliers privés pour utiliser leurs salles d'opération à travers l'*Hospital Association of South Africa*. Dans ce cadre, le ministère a signé un mémorandum d'accord avec *Netcare* selon lequel il doit fournir consommables et praticiens en complément de l'utilisation des salles d'opération. Le partenariat a été testé avec succès et est prêt à être élargi dans la région.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ Nigéria : la plateforme d'e-commerce Jumia a déposé son dossier d'introduction à la bourse de New York

Jumia deviendrait ainsi la 1^{ère} société africaine du secteur du numérique cotée à la bourse de New York. Le dossier présenté ne précise pas l'évaluation, le cours de l'action ni le calendrier de vente. Le capital de l'entreprise se répartit aujourd'hui principalement entre le sud-africain MTN (30%), l'allemand Rocket Internet (21%), Goldman Sachs (5%), le luxembourgeois Milicom (9,6%), et les français AXA (6%), Orange (6%) et Pernod Ricard (5%). Fondée au Nigéria en 2012 par des entrepreneurs français, Jumia est aujourd'hui présente dans 14 pays africains et comptait 4 millions de clients en 2018, pour un volume de transactions réalisées l'année dernière sur ses plateformes de 828 M EUR.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : hausse de 14% du nombre d'abonnements internet en 2018

Plus de 112 millions d'abonnements internet souscrits auprès des opérateurs de télécommunications étaient actifs au Q4 2018 d'après le bureau nigérian des statistiques (NBS), soit une hausse de 14 % par rapport à fin 2017. La quasi-totalité de ces abonnements ont été souscrits pour des téléphones mobiles. Les abonnements téléphoniques (voix et messages) ont de leur côté atteint 173 millions fin 2018, soit une progression de 19 % en glissement annuel. L'Etat de Lagos concentre plus de 13 % de l'ensemble des abonnements. MTN reste le 1^{er} opérateur du Nigéria avec 39 % des abonnements internet, suivi d'Airtel avec 27 %, Glo avec 25 % et 9mobile avec 9 %.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Actualisation des lois financières tanzaniennes

Le gouverneur adjoint de la Banque de Tanzanie (BoT), Bernard Kibesse, a indiqué le 13 mars 2019 lors d'une cérémonie de lancement du service visa sur téléphone mobile, que la BoT envisage d'actualiser les lois financières du pays afin de les adapter aux évolutions numériques dans le secteur. Le gouverneur adjoint a en outre souligné que cette adaptation est nécessaire pour favoriser une plus grande inclusion financière. Le deuxième cadre national d'inclusion financière (NFIF 2018-2022) prévoit en ce sens de faire passer la part de la population financièrement incluse de 65 % à 75 %.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Sao Tome-et-Principe : retour de la société Total sur l'archipel

La compagnie Total revient sur l'archipel avec la signature d'un accord de partage de production avec la société angolaise Sonangol, sur le bloc 1 de la zone économique exclusive du pays. 55 % reviendrait à Total, 30 % à Sonangol et 15 % à l'Etat santoméen. Le contrat, d'une durée de 28 ans dont 8 ans consacrés à l'exploration, prévoit le versement à l'Etat santoméen d'une prime à la signature par chacune des parties étrangères de 2,5 M USD avec, en sus, le financement de projets sociaux dans le pays pour 1 M USD sur quatre ans. Total a par ailleurs signé un contrat de partage de production sur 3 blocs situés dans la zone conjointe STP-Nigeria. La société française sera la première à réaliser des études sismiques 3D dans cette zone.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la société sud-africaine Group Five se place en procédure de redressement

La bourse de Johannesburg a suspendu les opérations sur ses actions. Ce groupe était l'un des cinq géants du secteur de la construction sud-africain.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : des difficultés financières poussent le gouvernement à accepter l'entrée de capital privé dans la TAAG

Le processus de privatisation couvre 49 % du capital social de l'entreprise (sur un total de 2,26 Mds USD), l'État conservant 51 % des parts. 10 % des titres en vente sont réservés aux employés du secteur aérien, 10 autres sont destinés à d'autres compagnies aériennes, nationales ou étrangères, et les 29 % restants peuvent être mis sur le marché. Une entité, quelque soit sa nature et son origine, ne peut pas acquérir plus de 2 % des actions de l'entreprise.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'Autorité des aéroports ghanéens mise en difficulté financière par le poids de sa dette

La société publique de gestion des aéroports ghanéens (GACL) pâtirait particulièrement des intérêts issus de la dette contractée pour la construction du nouveau terminal international de l'aéroport d'Accra. Le projet avait été financé par un consortium de banques mené par Ecobank et construit par l'entreprise turque MAPA, pour un coût de 250 M USD. Le gouvernement serait récemment parvenu à renégocier le taux d'intérêt contracté de 8,5 % à 5 %. Si le service de cette dette continuait d'absorber une part excessive des revenus de GACL, il pourrait entraîner à terme une dégradation de la maintenance des installations aéroportuaires dans le pays.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Ethiopie : visite du président de la République française Emmanuel Macron**

À l'invitation du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, Emmanuel Macron a effectué une visite d'État en Éthiopie les 12 et 13 mars 2019. Le 12 mars, deux accords économiques ont été signés : (i) une déclaration d'intention sur la promotion du développement économique de l'Éthiopie et (ii) un protocole d'entente sur l'appui budgétaire de l'AFD à la transition économique (prêt souverain de 85 M EUR couplé à 15 M EUR d'assistance technique). Cette visite fut l'occasion pour les sept entreprises accompagnant le président (Orange, Canal+, CMA CGM, Meridiam, Soufflet, Trace TV et Lagardère Travel Retail) de s'entretenir avec les autorités. En marge de cette visite, six accords de partenariat ont été également signés entre des groupes français (Castel, CMA CGM, Meridiam, Canal+ et Bolloré) et des groupes et autorités éthiopiens.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Signature de contrats pour un montant de 3,3 Mds USD en marge de la visite du président Macron au Kenya**

A l'occasion de la première visite d'un président français au Kenya, le président kenyan Uhuru Kenyatta et son partenaire français Emmanuel Macron ont annoncé la signature d'une série de contrats portant, entre autres, sur la modernisation et l'extension de l'autoroute reliant Nairobi à Nakuru, ainsi que sur la construction d'une liaison ferroviaire reliant la gare centrale de Nairobi à l'aéroport international Jomo Kenyatta. L'intérêt des entreprises françaises pour le Kenya est croissant, le nombre d'implantations étant passé de 35 en 2012 à 110 en janvier 2019. Le président Kenyatta souhaite mobiliser fortement l'investissement direct dans l'industrie et l'agriculture, et soutenir les partenariats avec le secteur privé en matière d'infrastructures, de logement et d'accès à la santé.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

